

tent au Sultan leurs volontés, font et défont les ministères, imposent la révocation des fonctionnaires et la nomination d'hommes dévoués aux idées des Jeunes Turcs. Il y a là un phénomène comparable au pouvoir du Comité de Salut public pendant le Convention. C'est sur les injonctions impératives des délégués du Comité que s'opère rapidement l'œuvre préliminaire d'épuration et de nettoyage; toute la camarilla délatrice et concussionnaire a été balayée en quelques jours; les principaux personnages de l'entourage de confiance du Sultan, Izzet-pacha, les Melhamé, les derviches et les astrologues se sont enfuis ou ont été arrêtés; les ministres accusés de prévarication sont en prison en attendant le jugement qui leur fera rendre gorge; tout l'ancien personnel compromis est liquidé, dispersé, remplacé, tandis que les fonctionnaires patriotes, même les plus dévoués au Sultan, se rallient avec joie au mouvement « jeune turc », s'entendent avec le Comité et applaudissent à la constitution retrouvée. Les hommes les plus sages, les plus avisés, comme l'Inspecteur général des trois vilayets de Roumélie, Hilmi pacha, ne cachent pas leur satisfaction et remercient le Sultan d'avoir répondu aux vœux de ses sujets fidèles.

C'est un des traits les plus curieux de la méthode prudente du Comité Union et Progrès et de l'esprit politique de ses inspirateurs que la manière dont la personne du Sultan est tenue en dehors des discussions et au-dessus des responsabilités. Le Sultan a été mal conseillé, il a été trompé par des traîtres qu'il faut châtier; lui-même n'est pas responsable du mal qui a été fait en son nom et que, désabusé aujourd'hui, il déplore; en tout cas il doit rester intangible; il est le padischah, le khalife, symbole vivant de l'unité nationale: telle est la fiction qu'admet et qu'impose le Comité. Au milieu de l'effondrement de son système et de la dispersion de ses fidèles, Abd-ul-Hamid, jus-